



Djibouti

Système de Suivi et surveillance de la Sécurité Alimentaire (SSSA)

En Bref

- La situation de l'insécurité alimentaire s'est dégradée à Ali sabieh par rapport à l'année dernière. A Obock et Dikhil, l'insécurité alimentaire est toujours à son plus haut niveau, affectant de 7 à 8 ménages sur 10 dans ces régions.
- La région de Tadjourah a connu une légère dégradation du niveau de sécurité alimentaire avec une augmentation de 3% des ménages basculant de sécurité alimentaire limite vers insécurité alimentaire modérée par rapport à l'année dernière, tandis qu'Arta enregistre une amélioration de la situation de sécurité alimentaire sur la même période.
- La sévérité de l'insécurité alimentaire de certaines régions est due à une saison de Diraac/Sougoum qui n'a pas été distribuée d'une façon similaire dans toutes les zones pastorales des régions. Pour certaines zones comme la centrale pastorale et agricole, la pluie a été plutôt bonne, créant une abondance d'eau qui a eu un impact positif sur la régénération des pâturages. En revanche, les zones de l'intérieur du pays et frontalières, caractérisées par leur vulnérabilité chronique, n'ont pas profité de cette saison autant que les autres parties des régions, surtout en ce qui concerne les pâturages.

Introduction

Le PAM, la FAO et l'UNICEF, en collaboration avec le Ministère de l'agriculture, de la Pêche et de l'élevage chargé des Ressources Halieutiques (MAPE-RH), le Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation (MID), les Préfectures et Conseils régionaux, ont conduit en Juin 2016 une évaluation conjointe sur le suivi de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SSSA) dans les 5 régions intérieures de Djibouti.

L'objectif principal de la présente SSSA est de suivre l'évolution de la sécurité alimentaire et de la nutrition afin d'augmenter l'efficacité des programmes humanitaire et de développement conduits par les partenaires au développement actifs dans les zones rurales de Djibouti. Le PAM, en partenariat avec le MID et MAEEP-RH, a collecté les données de terrain dans les zones rurales afin d'identifier et de suivre les menaces potentielles sur la sécurité alimentaire des ménages, et d'estimer l'évolution de l'insécurité alimentaire depuis la dernière étude du mois d'octobre 2015 avant la période de soudure.

Méthodologie

La collecte des données secondaires s'est concentrée principalement sur les enquêtes du PAM depuis Juin 2014 avec l'Analyse Globale de la Vulnérabilité, de la Sécurité alimentaire et de la Nutrition (AGVSAN) et jusqu'à celles de SSSA du mois d'octobre 2014 à celle du mois d'octobre 2015. Le bulletin FEWSNET sur les prévisions d'octobre 2015 à Juin 2016 a également fait partie des sources d'informations utilisées dans le cadre de cette étude.

La collecte des données primaires avait pour objectif de combler le manque d'informations sur la sécurité alimentaire des ménages et montrer les tendances par rapport aux dernières enquêtes SSSA et AGVSAN. La collecte des données a été conduite à travers un questionnaire ménages qui est un outil qui est mis en œuvre à Djibouti depuis 2011 et est basé sur des outils expérimentés dans d'autres pays où des enquêtes similaires régulièrement sont conduites par le PAM/VAM^[1].

La zone de l'enquête a été stratifiée par type de ménage : 1) non-bénéficiaires du PAM 2) bénéficiaires GFD, 3) bénéficiaires vivre contre travail. La taille de l'échantillon a été calculée sur base d'un échantillonnage stratifié à 2 degrés, avec coefficient de confiance de 95% et un degré de précision de 7%, pour un total de 150 à 600 ménages par stratum. Pour chaque stratum, un minimum de 25 grappes (villages) a été sélectionné au hasard. Les villages ont été sélectionnés en utilisant la méthode « PPS », *Probability Proportional to Size* (proportion probable par taille). Pour chaque grappe, un minimum de 8 ménages ont été également sélectionnés au hasard à partir des listes disponibles. Globalement, 2 230 ménages ont été échantillonnés dans 135 grappes, soit une augmentation de 33% de ménages enquêtés par rapport aux précédentes enquêtes, ce qui a été rendu possible grâce aux efforts conjoints de la FAO, de l'Unicef et du PAM.

Afin de comparer la situation depuis mai 2015, les données nutritionnelles ont été collectées auprès des mêmes ménages pour les enfants de moins de cinq ans à travers le périmètre brachial. Ceci est pour se conformer au cadre conceptuel de la sécurité alimentaire et nutritionnelle développé par l'UNICEF et le PAM, qui décrit le lien entre la sécurité alimentaire et la nutrition d'un ménage, dont les enfants.

Avant de mener l'enquête, une formation a été conduite pour assurer que les énumérateurs en comprennent les objectifs, la stratégie d'échantillonnage et leurs rôles et responsabilités. Cette formation s'est tenue du 18 mai au 20 mai 2016 dans les bureaux du PAM à Djibouti. Ces sessions de trois jours de formation ont été assurées par les formateurs provenant du bureau pays du PAM et de l'officier en charge de la Nutrition au sein de l'Unicef Dr Kalil Sagno. Les formateurs ont également supervisé les tests des instruments (1 jour supplémentaire) et pour garantir la compréhension un exercice de « MOCK interview » a été introduit.

La collecte des données a eu lieu entre le 21 mai et le 05 Juin 2016, par 5 équipes, chacune composée d'un superviseur/chef d'équipe et de personnel national du Gouvernement (Préfectures et conseils régionaux) était également impliqué dans la direction et dans la supervision de cette enquête depuis le début.

La saisie des données s'est faite en temps réel grâce à l'utilisation du software Open data Kit (ODK). Après avoir procédé au triage, 2,230 questionnaires ménages ont été conservé pour l'analyse, qui a été conduite avec le software SPSS.

Limites de l'enquête

Bien que des standards rigoureux aient été appliqués dans le procédé d'analyse, les risques suivants, communs à toute enquête quantitative, doivent être admis :

Risques liés à la validité externe : des limites liées à la possibilité de généraliser les résultats d'un échantillon à une population globale doivent être admises. Les données de l'enquête, et en particulier l'échantillonnage, ont été conçues pour représenter exhaustivement la situation à moment donné au niveau de région et dans l'ensemble du milieu rural du pays. Cependant ces risques existent, encore plus à cause de l'inaccessibilité de certaines zones de la région de Tadjourah et Obock (notamment dans la sous-préfecture d'Alaili Dada qui était l'une des plus affectées par l'insécurité alimentaire en juin 2014). Cela peut contribuer à la sous-estimation de la situation de l'insécurité alimentaire dans ces régions. Par ailleurs, les données sur les mesures anthropométriques des enfants de moins de 5 ans permettront seulement de donner une situation indicative plus que la prévalence qui requiert le respect de certains aspects standards (échantillonnage, etc.).

Risques liés à la validité interne : des souvenirs incorrects ou des quantités estimées peuvent affecter la validité des résultats. Les enquêteurs ont cependant été entraînés à faciliter le rappel des souvenirs et à améliorer l'estimation des quantités pour améliorer ce point. Dans certains cas, le désir d'avantages sociaux, le manque de liberté et les attentes peuvent avoir affecté les réponses, et ainsi orienté les répondants vers des réponses déjà préparées, tout spécialement de la part des ménages qui ont peut-être fait l'objet, dans le passé, d'enquêtes visant à développer des programmes de réponses (ex. assistance alimentaire). Le caractère anonyme de l'enquête a toutefois contribué à réduire les risques de biais.

Risques liés à la fiabilité : les risques liés à la fiabilité ou à la répétition (Kaltan et al, 2005) des résultats ont été minimisés grâce à la conception du questionnaire et à la formation des enquêteurs, ainsi qu'à des seuils et limites aux possibles options de réponse insérés grâce au programme ODK dans les tablettes. La formation relative aux questionnaires destinés aux ménages a été menée de façon à réduire la différence de perception des enquêteurs vis-à-vis des questions.

^[1] Les outils sont disponibles sur demande, veuillez contacter le bureau du PAM Djibouti.

Contexte

Entre mai et octobre 2015, la prévalence des ménages en insécurité alimentaire était passée d'environ 6 à 7 ménages sur 10 en milieu rural. En octobre 2015, les zones présentant la plus haute prévalence étaient Ali Sabieh et Dikhil avec 68,9% et Obock avec 65,8%. Ce niveau de prévalence avait augmenté en particulier dans la région d'Ali Sabieh de 13% et de 3% à Obock, tandis qu'elle avait légèrement baissé dans les autres régions. Des niveaux de prévalences inquiétants pour le milieu rural. Cette situation était principalement due à une saison des pluies Heys/Dada (pluie côtière) très pauvre et irrégulière dans pratiquement toutes les régions.

Contribuant à 25% à la régénération de la végétation rurale, la pluie de Heys/Dada a été très pauvre et pratiquement inexistante. Par contre, la saison des pluies suivante de Diraac/Sougoum a été plutôt bonne avec des précipitations supérieures à la moyenne dans certaines parties du milieu rural et en particulier dans les zones de mode de vie pastoral du centre et de zone de mode de vie agricole. Ceci a été en faveur des ménages pastoraux surtout en ce qui concerne la disponibilité d'eau potable mais sans l'impact positif espéré sur la régénération de la végétation (voir carte NDVI de Fewsnet – image satellite comparant le changement sur le temps de la disponibilité de la végétation).

Le premier trimestre de cette année a été marqué par le phénomène El Nino. Une Période précédée par une situation de manque de pluie et de pâturage qui avait abouti à un déplacement inhabituel de la population pastorale des pays frontaliers comme l'Éthiopie et la Somalie mais en faible pourcentage pour la population locale pastorale au niveau interne observé particulièrement dans la région de Tadjourah.

À l'origine provoqué par ce phénomène parmi l'un des plus forts enregistrés jusqu'alors, la région a connu un retard de la saison des pluies de karan/Karma et Heys/Diraq, avec un impact encore plus grand sur les pays frontaliers, générant une forte augmentation de la population en insécurité alimentaire et des déplacements transfrontaliers vers Djibouti.

Les ménages pastoraux ont donc fait face à des pâturages et des ressources hydriques limités et surexploités, débouchant sur une diminution de l'accès physique et économique à la nourriture pour les ménages ruraux, notamment dans les régions de Dikhil et d'Ali Sabieh.

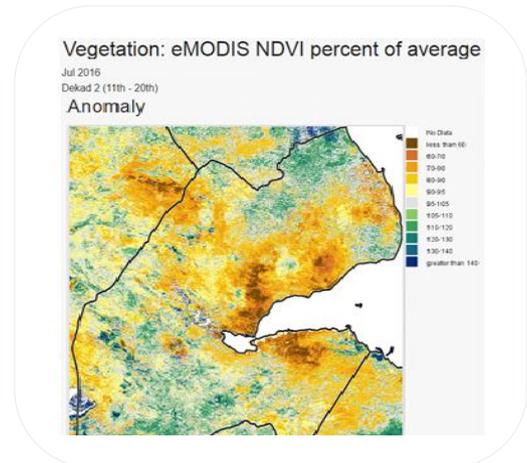
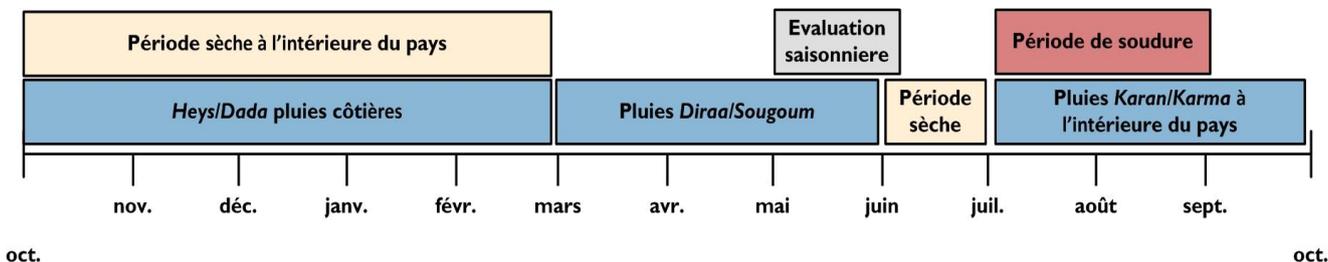


Tableau 1 : Calendrier saisonnier et évènements critiques à Djibouti



La prochaine enquête en septembre / octobre 2016 donnera des informations plus précises sur l'impact de ces facteurs quant au niveau de sécurité alimentaire des ménages après la période de soudure.

Classification de la Sécurité Alimentaire

Environ six ménages sur dix en insécurité alimentaire

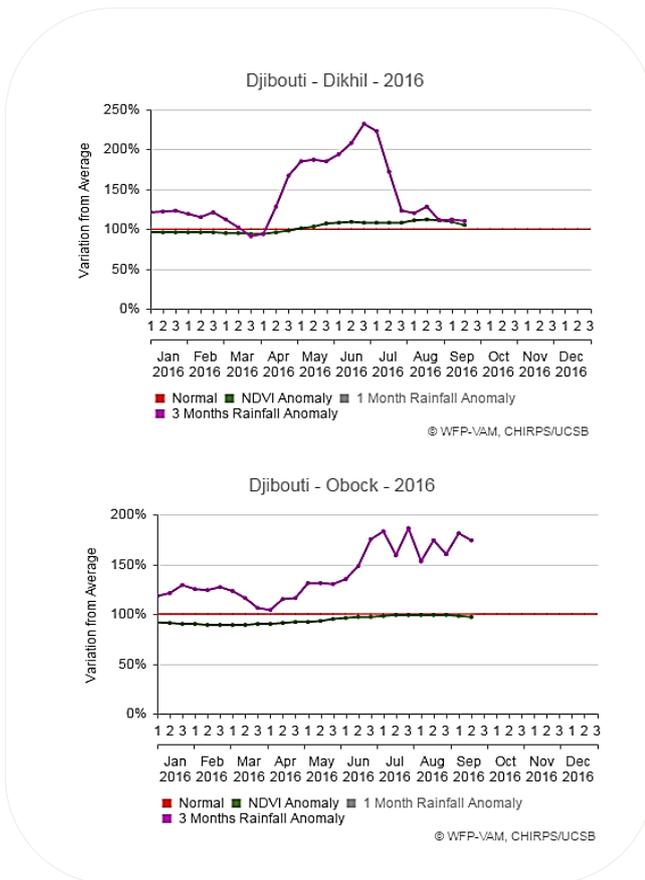
En mai 2016, l'insécurité alimentaire en milieu rural, évaluée sur base de trois indicateurs fondamentaux (Proportion des dépenses alimentaires, Consommation alimentaire et Stratégies d'adaptation), est stable mais demeure toujours très élevée, **affectant 61,2% des ménages ruraux.**

L'insécurité alimentaire touche d'une manière continuellement alarmante les régions de Dikhil avec 79,5% des ménages et Obock avec 72,2% des ménages. La région de Tadjourah enregistre une détérioration de la sécurité alimentaire des ménages ruraux avec une augmentation de 13,2% depuis octobre 2015 (il y a seulement 8 mois), pendant qu'à Arta et Ali Sabieh, la prévalence de l'insécurité alimentaire semble affecter moins de ménages (-13% et -3% respectivement) qu'en mai 2015. Toutefois, il faut reconnaître que le niveau de la prévalence demeure élevé depuis plusieurs années à Djibouti en affectant pas moins de 5 ménages sur 10 en milieu rural.

Ce niveau considérable d'insécurité alimentaire s'explique par des retards consécutifs et continus des saisons des pluies à Djibouti ces dernières années, comme la saison de Karan/Karma entre Juin et Septembre (qui contribue normalement entre 50% et 75% des pluies annuelles) et de Heys/Dada entre Octobre et février; la

première étant bénéfique pour l'intérieur du pays (zone pastorale) et la seconde pour la côte, favorisant ainsi la transhumance des pasteurs de l'intérieur vers la côte en situation normale.

Graphe 1: Evolution précipitations des pluies et des végétations entre Janvier à Mai 2016 dans les régions

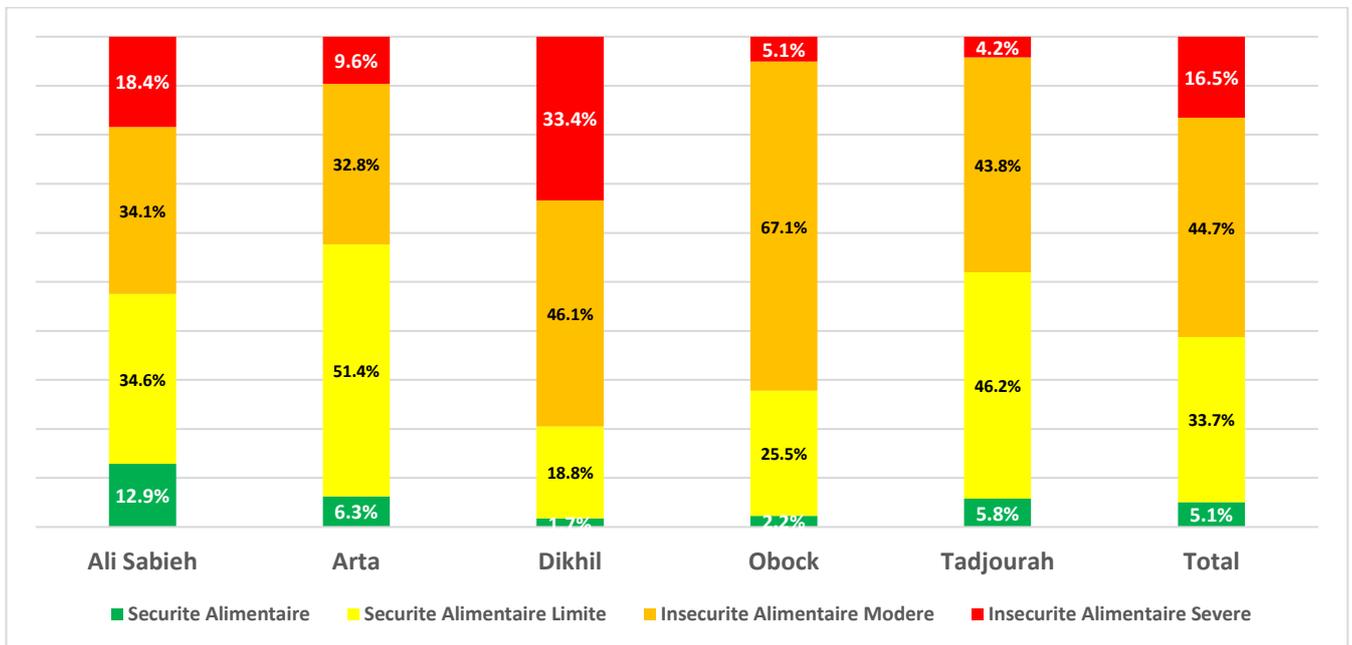


Selon les données satellitaires du PAM¹, les régions de Dikhil et Obock ont reçu des pluies très irrégulières entre Janvier et Juin 2016 puis plutôt bonnes à partir du mois d'Avril 2016 sans pour autant contribuer de façon suffisante à la régénération des pâturages. De plus, la distribution des pluies dans n'a pas été également répartie dans toute les régions, plus favorable en zone côtière qu'à l'intérieur du pays.

Cette situation se justifie en partie par les effets du phénomène El-Niño qui continue à contribuer considérablement à l'irrégularité et au retard des saisons des pluies à Djibouti et dans la région, en limitant l'accès physique aux pâturages non seulement à Djibouti mais aussi dans les pays limitrophes comme la Somalie et Ethiopie.

Selon les prévisions, les ménages pauvres continueront à être affectés par l'insécurité alimentaire pendant les mois de soudure à venir et jusqu'en Septembre au minimum si la prochaine saison des pluies de Karan/Karma n'est pas en retard ou inférieure à la moyenne. Durant la période de soudure, les températures seront très violentes et les populations resteront en état de crise (IPC phase 3) à Dikhil et Obock et en état de stress (IPC phase 2) dans les autres régions de l'intérieur, avec le risque d'une réduction ultérieure des moyens d'existence disponibles (perte de bétail) qui affectera fort probablement aussi la consommation dans le ménage.

Graphe 2: Répartition géographique de l'insécurité alimentaire



Tendances favorables mais toujours un niveau considérable d'insécurité alimentaire sévère

L'insécurité alimentaire a augmenté de 1,5% par rapport à Mai 2015 en passant de 59,7% à 61,2% et reste toujours élevée, similaire aux niveaux de Mai 2015 (59,7%) ou Juin 2014 (46,6%). L'insécurité alimentaire sévère a baissé de presque d'un quart depuis mai 2015 et d'un point depuis octobre 2015, mais reste élevée et similaire aux années précédentes (Mai 2013, Février 2014 et Juin 2014).

¹ Plateforme du Programme Alimentaire Mondial des Nations-Unies sur les données agro-climatique en particulier les pluies (%) et les végétations (NDVI) dont le lien est <http://dataviz.vam.wfp.org/Agroclimatic>

Au niveau des régions, on observe une augmentation de l'insécurité alimentaire en milieu rural, en particulier dans la région de Dikhil (+10,6%) et Obock (+6,4%) comparé à mai 2015. A Ali-Sabieh, la situation est globalement stable mais 6,2% des ménages ont basculé du niveau d'insécurité alimentaire modérée vers le niveau sévère, toujours comparé à Mai 2015. Dans les autres régions, on observe des situations dans lesquelles les ménages en sécurité alimentaire limite ont augmenté tandis que ceux en insécurité alimentaire modérée et sévère ont baissé, comme à Arta. A Tadjourah, les ménages en sécurité alimentaire et en sécurité alimentaire limite ont basculé vers ceux en insécurité alimentaire modérée en provoquant une augmentation des ménages en insécurité alimentaire de 3,2%.

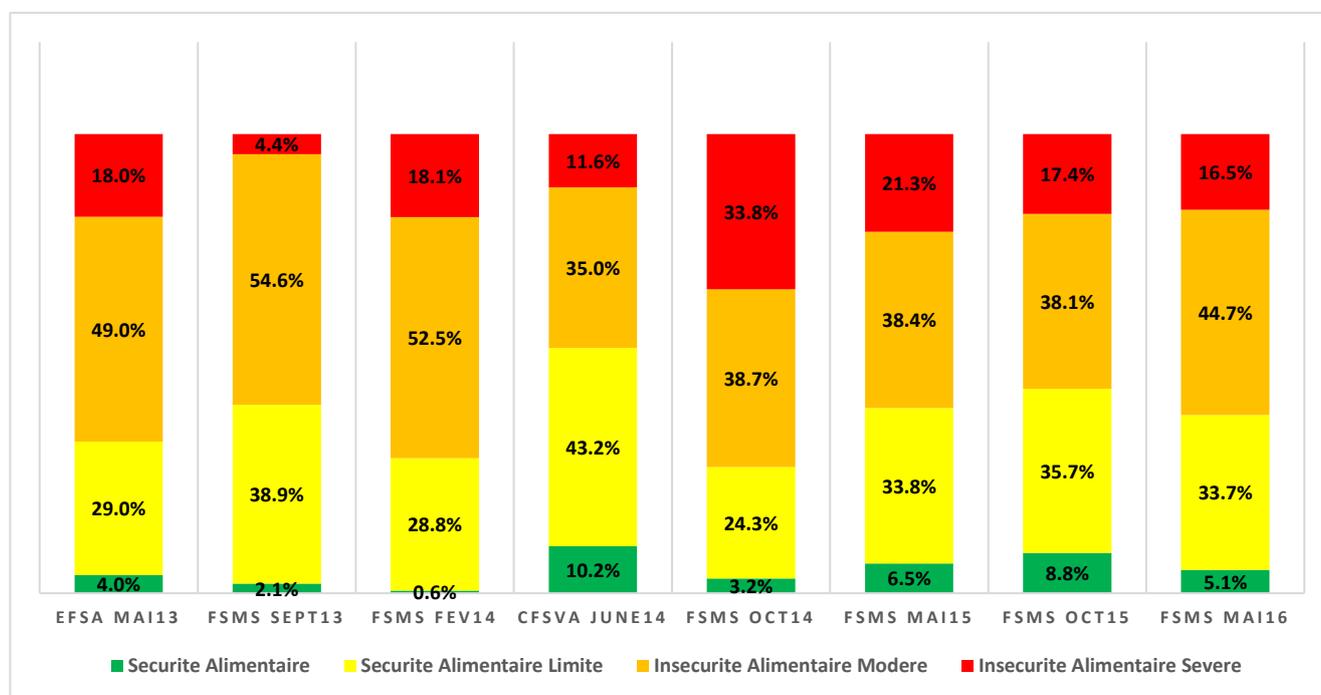
Il est à signaler que le niveau de la prévalence de ménages en insécurité alimentaire sévère dans les régions a diminué par rapport à Mai 2015 et reste relativement stable par rapport à Octobre 2015. Par contre, la prévalence des ménages en insécurité alimentaire modérée a augmenté avec beaucoup de ménages passés d'une situation de sécurité alimentaire limite vers l'insécurité alimentaire modérée.

La principale raison de ce changement est attribuable à une saison des pluies Heys/Dadaa qui a été très pauvre mais aussi l'entrée en période de soudure qui marque la fin de la saison des pluies de Dirac/Sougoum dont les précipitations ont été supérieures à la moyenne nationale pour la première fois depuis plus d'une décennie, mais qui est arrivée avec du retard.

Les emplois non qualifiés et journaliers sont les principales sources de revenu pour 21% de la population rurale juste derrière la vente de charbon et le bois de chauffe. Avec le début de la période de soudure, ce type d'emplois se raréfie, en partie à cause des conditions climatiques dans le pays mais aussi de la diminution des activités économiques.

Il est enfin à signaler que l'accessibilité limitée dans certaines zones reculées de ces régions pourrait sous-estimer la réelle sévérité de la situation.

Graphe 3: Evolution du taux de l'insécurité alimentaire en milieu rural

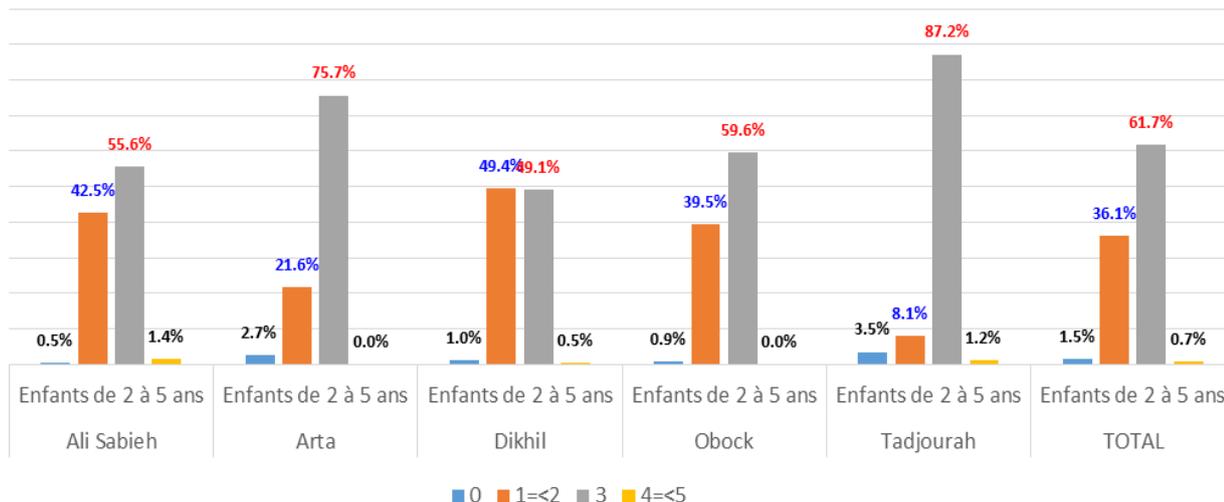


Qui sont les ménages ruraux en insécurité alimentaire

Le score de consommation alimentaire montre que plus de la moitié (58,9%) des ménages ruraux ont un score inadéquat et une alimentation non diversifiée avec un régime alimentaire basé principalement sur 3 groupes d'aliments (céréales, huile et sucre). Une situation qui se dégrade avec 3 groupes d'aliments contre 4 groupes en octobre 2015. Avant la période de soudure, la consommation de légumineuses s'est limitée seulement aux bénéficiaires du programme d'assistance alimentaire. Plus de 80% de ces ménages ruraux consacrent au moins 70% de leur budget mensuel aux dépenses liées à la nourriture. On les retrouve majoritairement dans une situation d'insécurité alimentaire modérée et sévère.

En moyenne, 3/5 des ménages déclarent que les enfants entre 2 à 5 ans mangent trois repas par jours contre 2/5 entre 1 ou 2 repas par jours. A Tadjourah et Arta, il y a plus ou moins 4/5 des ménages qui déclarent que ces groupes d'enfants mangent trois repas par jour. Cette situation est similaire pour les enfants âgés de 6 à 13 ans et avec un pic dans la région de Tadjourah (91%) et Arta (81%). Cette situation confirme les déclarations en rapport à la situation de vulnérabilité à laquelle les ménages dans la région de Dikhil, Obock et Ali Sabieh font face.

Grappe 4: Fréquence de prise des repas pour les enfants entre 2 à 5 ans



Durant les 3 mois précédant l'enquête, plus de 4/5 des ménages ruraux déclarent avoir subi au moins un choc. Les principaux chocs auxquels ils ont fait face sont la sécheresse / manque de pluie (48%), manque de nourriture (19,8%), mort des animaux à cause de la sécheresse (12,2%) et flambée des prix des denrées de base (11,1%).

Cette situation peut s'expliquer par le type de moyens d'existences des ménages ruraux particulièrement focalisés sur la vente du bois de chauffe et de charbon, sur le travail non qualifié et les assistances extérieures. Il est clair que ces activités n'ont pas un caractère stable et durable, et n'assurent donc pas de revenus réguliers. De plus, la principale source de revenus (vente de bois de chauffe et de charbon) a un effet néfaste sur l'environnement rural et donc sur la régénération des pâturages.

De plus, l'indice des stratégies d'adaptation relatif à l'alimentation² est élevé (15,86) et dépasse de 2,3 points l'indice du mois de mai 2015 ; il reste cependant inférieur à la situation d'il y a une année. En ce qui concerne la fréquence d'utilisation de ces stratégies par les ménages, les effets de la sécheresse et le manque de nourriture ont mis ces ménages dans des situations plus difficiles, les poussant à adopter des comportements pouvant encore aggraver leur situation, surtout pour les enfants en bas-âge (réduction du nombre de repas par jour, réduction en quantité et qualité de nourriture).

Ces mêmes ménages déclarent que les enfants de 5 à 14 ans sont favorisés lors des repas quand les adultes et les 6-59 mois le sont un peu moins.

Quelles sont les causes de l'insécurité alimentaire

Consommation alimentaire

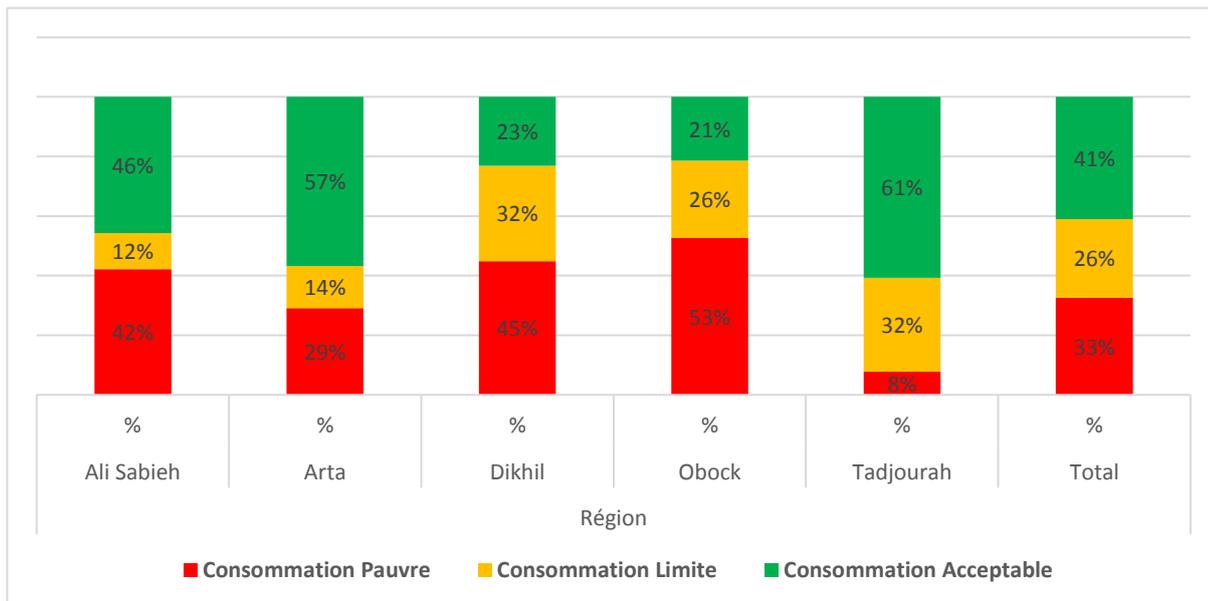
Depuis 2014, la consommation alimentaire pauvre demeure constante dans les régions de l'intérieur en particulier à Obock, Dikhil et Ali Sabieh d'où une insécurité alimentaire affectant en grande proportion les ménages ruraux de ces régions respectives.

Considérant l'évolution du niveau d'insécurité alimentaire entre Tadjourah au nord et Arta et Ali Sabieh au sud, la diminution des emplois non qualifiés dans le secteur de l'infrastructure (chemin de fer, routes, ports) qui entament la phase finale des travaux, est une des causes principales de cette détérioration.

Durant cette même période, la saison des pluies (Heys/Sougoum) a été supérieure à la moyenne dans les régions de l'intérieur mais pas suffisante pour contribuer de façon significative à la régénération des pâturages et des fourrages. En revanche les pluies ont eu un impact positif sur la zone centrale où les ménages ont déjà plusieurs sources de revenus telles que les transferts sociaux, l'agriculture ou l'élevage. La situation semble s'être améliorée dans les régions de Tadjourah et Arta qui profitent actuellement de travaux de construction d'infrastructures dans lesquels les ménages pastoraux participent majoritairement en contrepartie d'un revenu mensuel ou journalier.

²L'indice de stratégie de survie alimentaire (CSIfood) est un indicateur qui se base sur la fréquence et la gravité des mécanismes de survie adoptés par les ménages quand ils font face à une pénurie alimentaire.

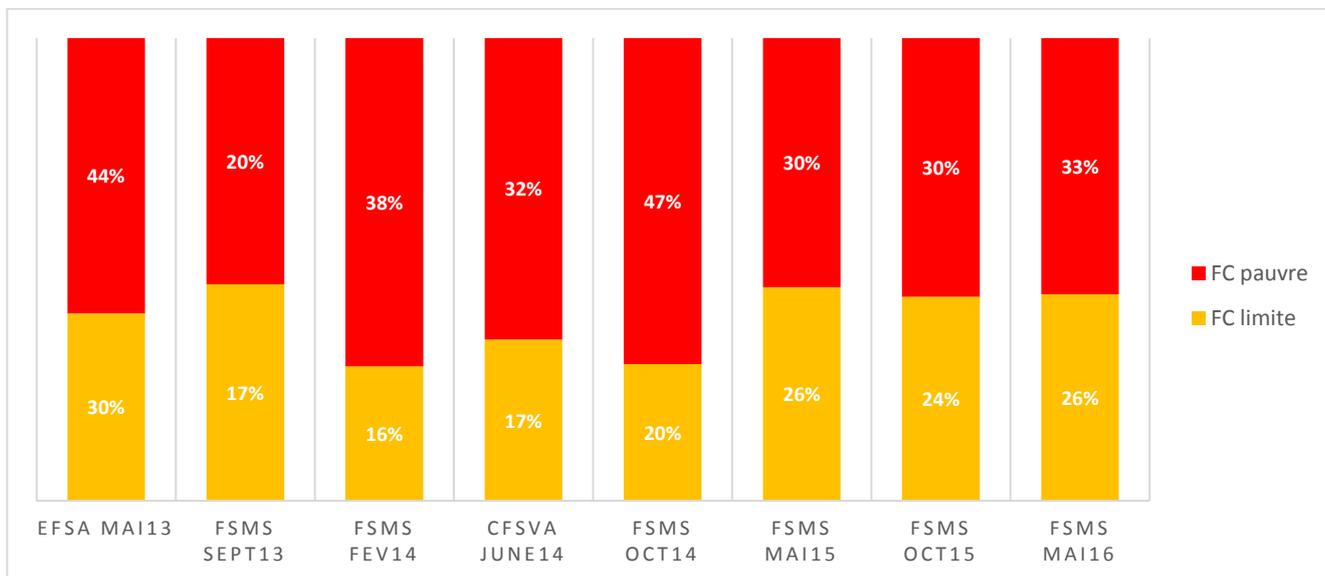
Graphe 5: Groupe de consommation alimentaire par régions



Un niveau considérable de consommation pauvre

La présente enquête montre que le niveau de consommation alimentaire des ménages ruraux s’est détérioré avec une augmentation de 3% des ménages avec un score de consommation alimentaire (SCA/FCS) pauvre par rapport à l’année dernière (mai 2015). Cette augmentation est due aux ménages avec un SCA acceptable qui ont basculé vers le groupe des ménages avec un SCA limite à hauteur de 2% contre 6% en mai 2015. La consommation pauvre continue à affecter plus de 30% des ménages depuis juin 2014. La valeur de mai 2016 (33%) est toujours très proche de celle de l’AGVSAN de juin 2014 (32%) dont la collecte de données avait été organisée pendant la période de soudure.

Graphe 5: Tendances du Score de Consommation Alimentaire dans la période 2010-2015

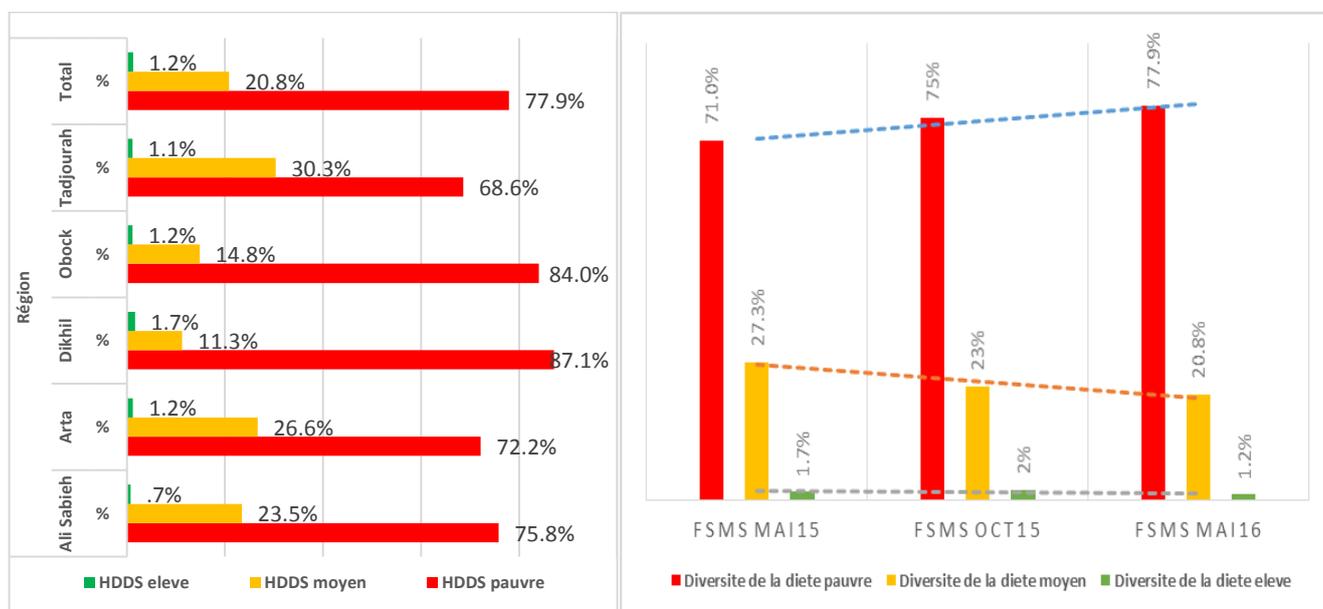


Un régime alimentaire restant peu diversifié depuis septembre 2013

Le score de diversité alimentaire pauvre au sein des ménages pastoraux, atteint en moyenne 77.9%. Ce pourcentage est assez élevé en particulier dans les régions de Dikhil et Obock suivies par Ali Sabieh. La situation semble se dégrader dans la région d’Arta avec +5% des ménages avec un HDDS pauvre par rapport à mai 2015.

La diversité alimentaire des ménages ruraux à Djibouti est très limitée, avec 7% des ménages présentant un score de diversité alimentaire limite ayant basculé vers un score pauvre par rapport à mai 2015 et de 3% par rapport à octobre 2015. Le nombre de ménages ruraux avec une diversité alimentaire pauvre continue donc d’augmenter : de 71% en mai 2015 à 75,4% en octobre 2015 et enfin 77.9% en mai 2016. Cela veut dire que 77.9% des ménages ont consommé seulement 4 ou moins de 4 groupes d’aliments dans la semaine précédant l’enquête.

Graphe 6: Diversité alimentaire des ménages par région



Les ménages ruraux affectés ont un régime alimentaire basé presque exclusivement sur les céréales, le sucre et l’huile avec en moyenne une fréquence de consommation hebdomadaire supérieure ou égale à 5 jours ;il n’inclut pas les produits animaux (viandes et laits), légumes et légumineuses, contrairement aux ménages en sécurité alimentaire limite et acceptable. Situation similaire à octobre 2015, la consommation de la population rurale pastorale est plus que délicate parce que cette consommation est limitée aussi par le manque de diversité alimentaire et l’absence de moyens de subsistance qui ne sont pas abondants dans ce milieu.

Tableau 2: Fréquence et Diversité alimentaire des ménages par groupe de sécurité alimentaire

	Cereales	Legumineuse	Legumes	Fruits	Viande	Lait	Sucre	Huile
Sécurité Alimentaire	6.98	3.69	4.19	0.38	2.01	4.91	6.28	6.66
Sécurité Alimentaire Limite	6.90	3.21	2.40	0.13	1.49	4.96	5.88	6.31
Inécurité Alimentaire Modérée	6.62	1.91	1.18	0.03	0.21	1.41	5.77	5.73
Inécurité Alimentaire Sévère	6.74	0.39	0.69	0.01	0.04	0.39	5.56	5.69

Dépendances aux marchés

Les ménages ruraux dépendent fortement des marchés pour l’approvisionnement en produits alimentaires. Pour 74% des ménages, la nourriture est achetée au comptant et à crédit, un peu moins qu’en octobre 2015.

L’achat au comptant est le principal moyen d’achat pour 54.3% des ménages en milieu rural contre 19.4% à travers des achats à crédit. Par rapport à octobre 2015 (60%) les ménages avec comme source de nourritures l’achat au comptant a baissé de 6% alors que l’achat a crédit a augmenté. L’une des raisons est probablement le faible profit tiré des activités génératrices de revenu des ménages en milieu rural, d’où l’augmentation des achats à crédit. Autres³ représentent seulement 7.2% et regroupent un ensemble des sources de revenu représenté à des proportions très minimales variant entre 1% et 2%.

Tableau 3: Source de nourritures des ménages ruraux en %

	Cereales	Tubercules	Legumes	Fruits	Viande	Lait	Huile	Sucre	total
Achat au comptant	59.9%	68.3%	46.9%	68.2%	51.0%	22.3%	56.5%	61.6%	54.3%
Achat a credit	22.4%	20.1%	40.5%	12.8%	2.6%	9.2%	22.6%	25.4%	19.4%
Emprunt / Dette	1.1%	0.8%	1.4%	0.0%	0.3%	0.3%	1.2%	1.1%	0.8%
Aide Alimentaire	8.7%	4.6%	1.0%	1.4%	1.1%	0.2%	12.2%	4.9%	4.3%
Propre Production	0.7%	0.6%	1.3%	6.9%	35.3%	66.0%	0.7%	0.4%	14.0%
Autres	7.3%	5.5%	8.9%	10.7%	9.8%	2.0%	6.8%	6.7%	7.2%
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

³ « Autres » est constitué des sources de revenu « troc », « Vivres contre travail autre que le PAM », etc.

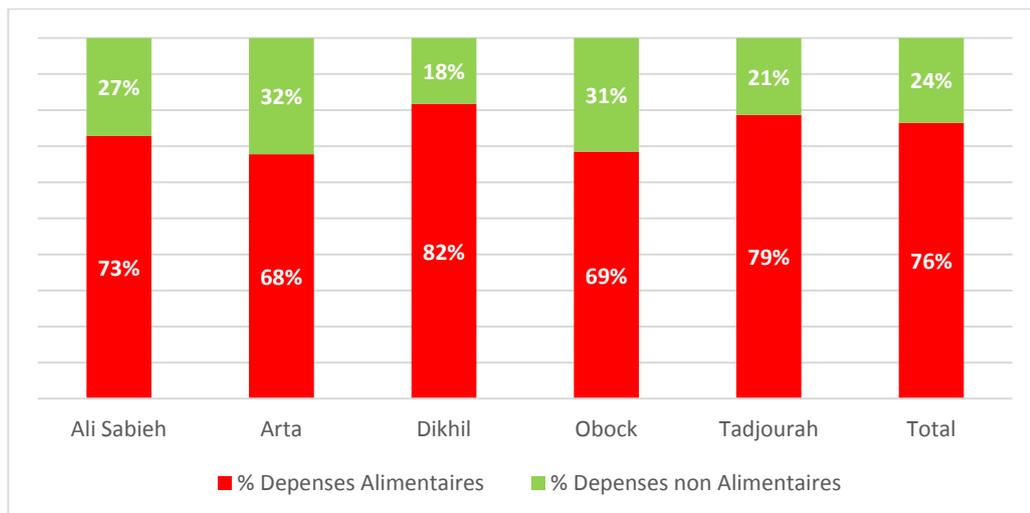
Pauvreté économique

Selon l'Étude Démographique Auprès des Ménages à Djibouti conduite en 2012, la pauvreté extrême (42%) et la pauvreté relative (80%) est plus endémique pour les régions de l'intérieur (Dikhil, Obock et Ali Sabieh).

Les ménages ruraux engagent plus de 60% de leur budget à l'alimentation avec un maximum à Dikhil (82%). Ceci nous laisse croire que les ménages ne possèdent pas assez de revenus pour toutes les autres dépenses liées aux besoins élémentaires comme l'accès aux services des bases (éducation et santé), l'habillement, l'hygiène, etc.

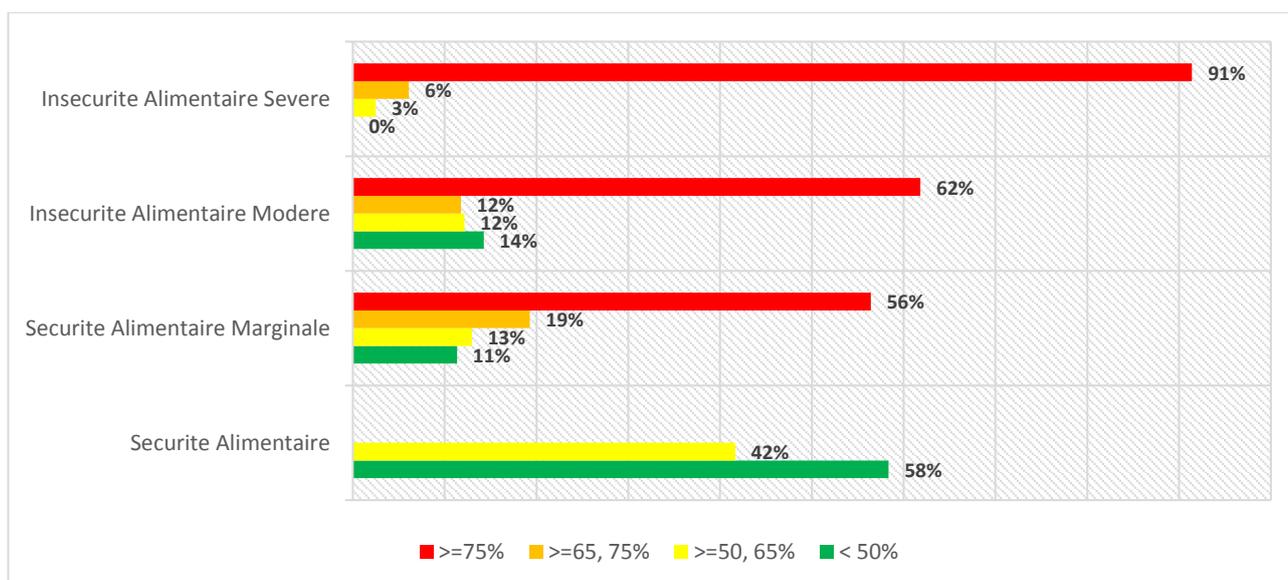
En moyenne, cette pauvreté économique affecte plus des trois quarts des ménages vivant en milieu rural avec un mode de vie pastoral.

Graph 7: Proportion des dépenses alimentaires et non alimentaires



La pauvreté économique est un des facteurs aggravants du niveau d'insécurité alimentaire des ménages en milieu rural. Les ménages ont insécurité alimentaire sévère et limite consacrent plus de 60% de leur budget pour la consommation alimentaire pendant que 58% des ménages en sécurité alimentaire consacrent moins de la moitié de leur budget.

Graph 8: Proportion des dépenses alimentaires par groupe de sécurité alimentaire



Par ailleurs, les ménages en insécurité alimentaire pauvre et limite dépensent plus que ceux en sécurité alimentaire acceptable pour l'alimentation. Ainsi, les ménages en sécurité alimentaire acceptable dépensent plus dans les articles non alimentaires par rapport aux autres.

Nombre de repas consommés par groupe d'âge et par région

La moyenne du nombre de repas pris par les ménages s'établit à moins de 3 repas par jour pour toutes les régions mais varie selon les régions. Pour Arta et Tadjourah, la fréquence des repas pris avoisine 3 repas alors que les autres régions sont entre 2 et 2.5 repas par jour.

On constate que la majorité des enfants en bas-âge mangent 3 repas ou plus quand la plupart des adultes qui mangent moins de 3 repas. On peut supposer que les adultes se sacrifient en faveur de leurs enfants.

Tableau 4 : Nombre moyenne des repas consommés groupe d'âge

Région	Combien de repas les adultes et enfants âgés (14+) de ce ménage ont-ils mangé hier?	Combien de repas les enfants de 6 à 13 ans de ce ménage ont-ils mangé hier?	Combien de repas les enfants de 2 à 5 ans de ce ménage ont-ils mangé hier ?
Ali Sabieh	2.44	2.55	2.59
Arta	2.78	2.82	2.70
Dikhil	2.33	2.34	2.48
Obock	2.19	2.48	2.55
Tadjourah	2.77	2.91	2.81

Prix et marché

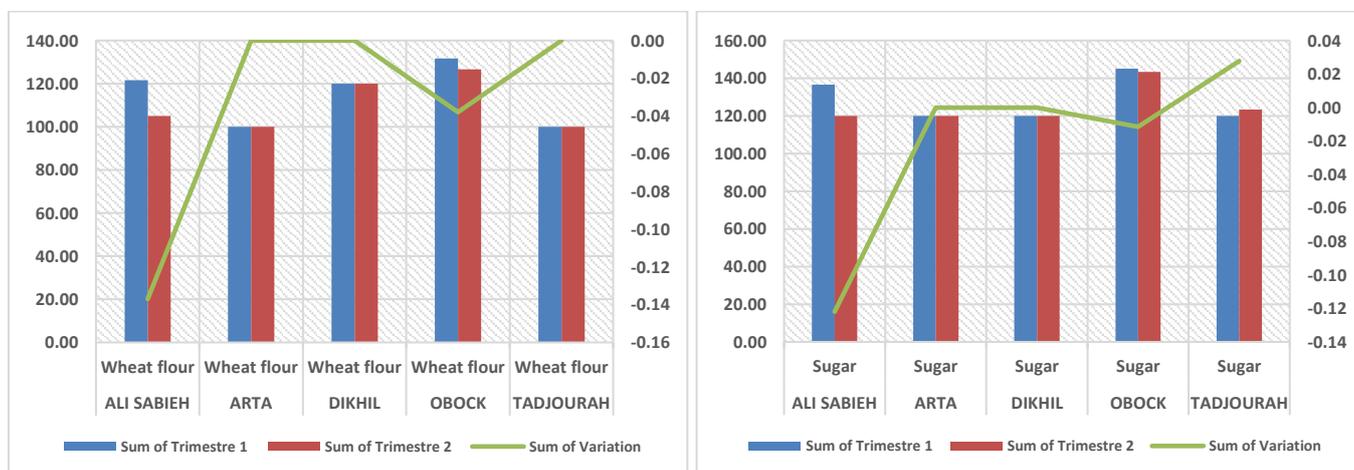
Pour les denrées de base, les variations de prix durant le deux derniers trimestres sont généralement faibles ou bien le deuxième trimestre est en baisse par rapport au premier trimestre. Cette situation est différente pour certains articles alimentaires selon les régions comme à Obock et Ali Sabieh où l'on observe une augmentation du prix de kérosène et à Tadjourah pour le sucre et le spaghetti.

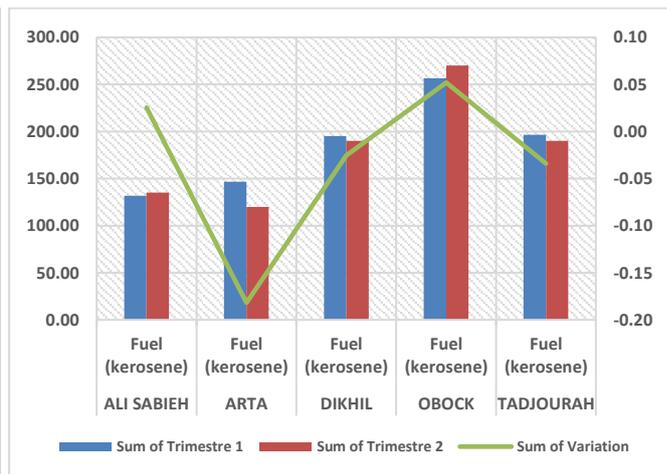
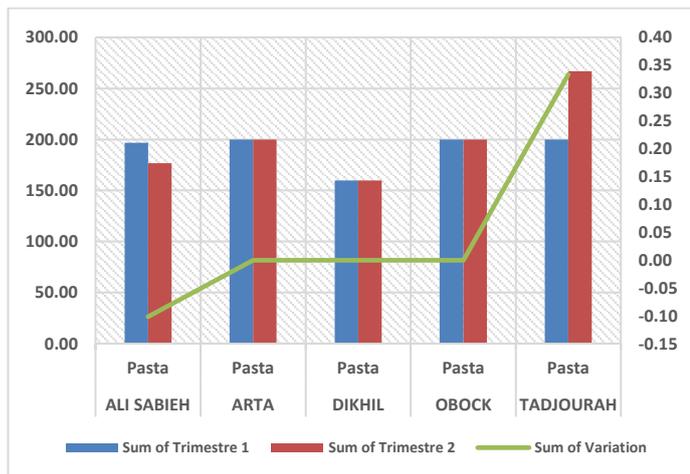
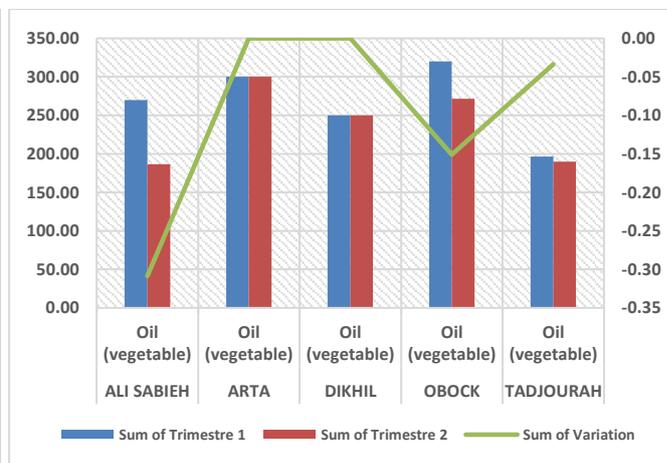
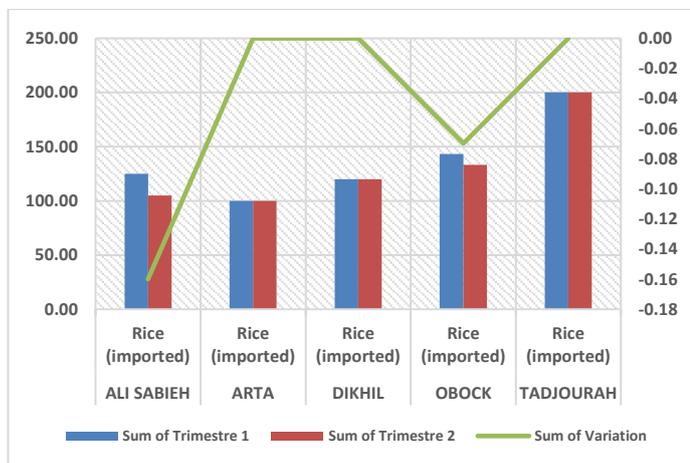
Le prix de certaines denrées restent élevés en rapport au pouvoir d'achat des bénéficiaires, toujours largement au-dessus des niveaux de 2007.

Etant donné que Djibouti-ville reste le marché principal d'approvisionnement pour les régions de l'intérieur, le transport influe sur le prix des denrées ainsi que sur les frais de manutention : plus la distance est longue à partir de Djibouti, plus les prix sont élevés.

L'augmentation du prix du sucre semble être mondiale à cause de la mauvaise récolte dans les pays de production comme le Brésil et l'Inde. Le prix des haricots demeure toujours élevé à cause, non seulement des restrictions commerciales appliquées par le gouvernement éthiopien qui est le principal marché d'origine du haricot, mais aussi de la mauvaise récolte enregistrée à cause du phénomène El Niño.

Graph 9 : Principales sources de revenu des ménages ruraux





Moyens d'existence

Durant les huit derniers mois (Octobre 2015 - Mai 2016), la principale source de revenu des ménages ruraux a été la vente de bétail, suivie par l'assistance extérieure (assistance alimentaire du PAM et du gouvernement) et enfin la production agricole. La saison des pluies de Diraac/Sougoum qui a coïncidé avec la saison de récolte maraichère selon le calendrier saisonnier, a apporté un retour à des activités pratiques en situation normale comme la vente des bétails, l'agriculture, etc. Toutefois, ceci cache la fragilité des moyens d'existences des ménages ruraux qui dépendent généralement de la saison des pluies mais manquent également de moyens pour pérenniser les activités comme l'agriculture.

Cette situation affecte différemment les régions de l'intérieur : la vente de bétail a pratiquement doublé dans les régions d'Ali sabieh, Dikhil, Tadjourah et Obock. Elle a augmenté à Arta mais dans une moindre proportion. Pour l'assistance alimentaire, la proportion des ménages pour lesquels elle est importante a presque doublé, voire quadruplé dans la région d'Arta. A Obock, la vente de khat est supposée être la principale source de revenus. Ce changement de situation laisse à penser que les ménages font toujours face à une insuffisance de nourriture malgré la multiplication des revenus qui est fragilisée par un niveau élevé des prix des produits de base sur le marché local. C'est pourquoi 20% des ménages ruraux déclarent l'assistance alimentaire comme principale source de revenu.

Contrairement à l'année passée, la tendance a changé quant aux sources principales de revenus : la vente de bétail et de produits agricoles a remplacé la vente de charbon et le travail non qualifié pour de nombreux ménages qui représentent maintenant 35%. Le maintien de ces sources de revenus représenterait le renforcement de leurs moyens d'existences durant les mois à venir.

Tableau 5 : Principales sources de revenu des ménages ruraux

	Ali Sabieh	Arta	Dikhil	Obock	Tadjourah	Total
vente betail	32%	4%	30%	15%	17%	21%
Assistance extérieure	30%	38%	20%	10%	13%	20%
Agriculture et vente des produits agricoles	7%	28%	10%	10%	19%	14%
Vente de khat	6%	5%	8%	24%	6%	8%
Autre	4%	2%	5%	14%	11%	7%
travail non qualifié - journalier	5%	1%	8%	5%	9%	7%
vente produits animaux	5%	9%	5%	6%	6%	6%

Les Chocs

71% des ménages ruraux affirment avoir subi au moins un choc au cours des trente jours précédant l'enquête. La sécheresse reste toujours le choc le plus fréquent et le plus commun en milieu rural, en ligne avec les résultats de l'AGVSAN de Juin 2014, le FSMS de mai 2015 et celui d'octobre 2015. Le manque de nourriture (16%) et la mort des animaux à cause de la sécheresse (10%) sont les autres principaux chocs subis.

La proportion élevée des pertes d'animaux à cause de la sécheresse et l'évolution à la hausse des pertes d'animaux (moins de 1% entre mai et octobre 2015 et 2% en juin 2016) à cause des maladies sont les conséquences directes du phénomène El Niño, ce qui ne fait que confirmer les résultats de l'évaluation multisectorielle des conséquences du phénomène El-Niño du mois d'Avril 2016⁴. Cette situation a directement affecté l'accès économique et physique des ménages à la nourriture.

Aux aléas cités ci-dessus s'ajoute la flambée des prix des denrées alimentaires qui vient en troisième position dans l'ordre d'importance. Les prix des denrées semblent être stables dans les régions de l'intérieur mais restent à un niveau très élevé très élevé, rendant l'accès économique difficile.

Tableau 6 : Principaux chocs des ménages

CHOCS	Ali Sabieh	Arta	Dikhil	Obock	Tadjourah	Total
Secheresse	13%	17%	19%	30%	15%	19%
Manque de nourriture	23%	8%	18%	22%	11%	16%
Flambee des prix	3%	2%	18%	15%	10%	12%
Morts des animaux	6%	12%	13%	5%	9%	10%
Morts des animaux maladie	4%	6%	2%	1%	1%	2%

Stratégies d'adaptation alimentaires

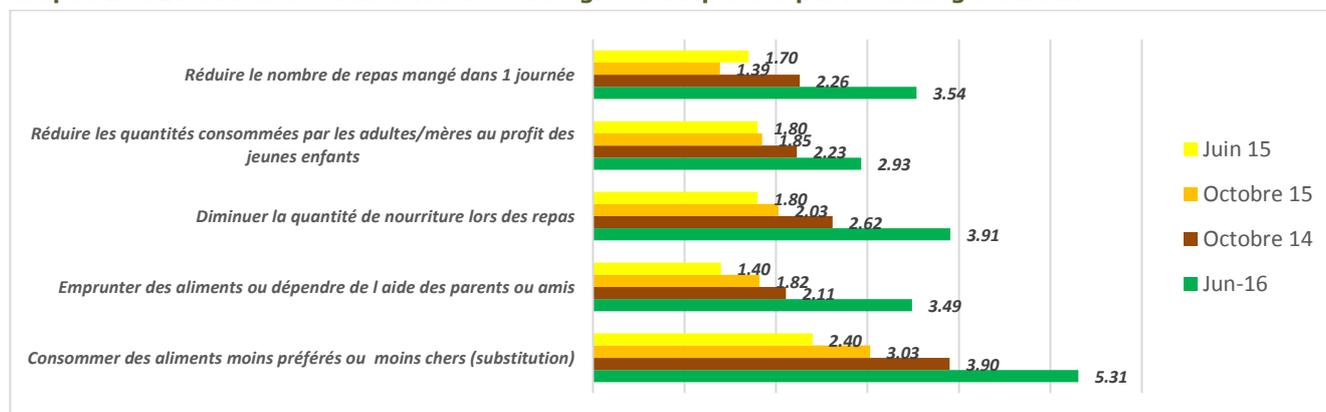
L'indice de Stratégie d'adaptation (ISA ou CSI-Coping Strategy Index) permet d'apprécier la fréquence et la gravité des mesures adoptées par les ménages en situation de pénurie alimentaire. L'indice réduit ou simplifié des stratégies de survie est composé de cinq stratégies alimentaires standards (voir le graphique 10 ici-bas).

Environ 45% des ménages ruraux ont déclaré avoir adopté des mesures pour adresser le manque de nourriture au sein du ménage durant les 7 derniers jours précédant l'enquête. Les régions de l'intérieur les plus affectées par cette situation semblent être Dikhil (66.7%), Ali Sabieh (51.3%) et enfin Obock (48.1%).

Le CSI alimentaire semble avoir doublé en passant de 13.4 en juin 2015 à 28.9 en juin 2016. Par ailleurs, il n'avait jamais atteint un niveau aussi élevé durant ces deux dernières années. En observant l'évolution de l'utilisation des cinq stratégies alimentaires standards, la proportion a augmenté de plus de 50% pour les indicateurs comme la consommation d'aliments de substitution (5.31), l'emprunt d'aliments (3.49) et enfin la diminution de la quantité consommée (3.91) par rapport à Juin 2015. Ces trois indicateurs sont communément liés aux conditions économiques du ménage.

En moyenne, ces indices sont similaires et assez élevé par région (plus de 3 jours par semaine) et ils dépassent les 5 jours par semaine dans toutes les régions pour l'indicateur « la consommation des aliments de substitution ».

Graphe 10 : Evolution de l'utilisation des stratégies d'adaptation par les ménages ruraux



⁴ Rapport de mission d'évaluation multisectorielle – avril 2016, suite aux déplacements de la population pastorale des pays frontaliers vers Djibouti. Cette mission visait à évaluer l'impact du phénomène El Niño dans le milieu rural de Djibouti, les conditions des pâturages, les conditions sanitaires des bétails et enfin les conditions des vies de la population déplacées et de la communauté hôte.

Stratégies d'adaptation non-alimentaires

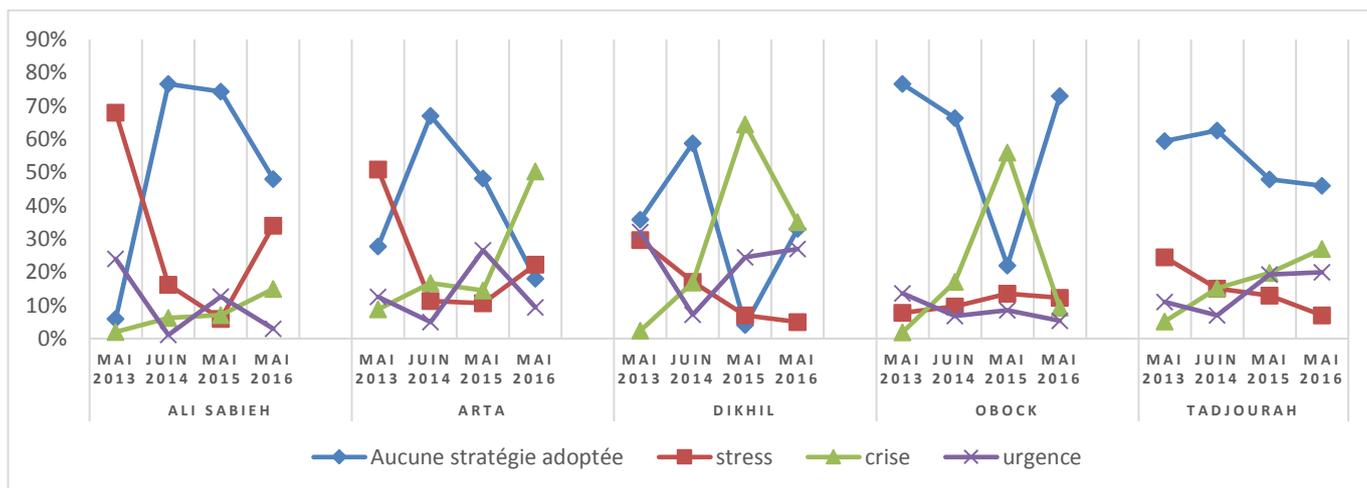
Les stratégies d'adaptation non alimentaires concernent le comportement des ménages vis-à-vis de l'utilisation des capitaux humains et financiers disponibles et risquent donc d'avoir un impact sur la durabilité des moyens d'existence du ménage dans le moyen et long terme.

Globalement, 58% des ménages ont déclaré avoir adopté au moins une stratégie d'adaptation. En particulier :

- **17% des ménages ont adopté des stratégies d'urgence**, telles que vendre la maison, pratiquer des activités illégales, aller mendier.
- **28.5% ont adopté des stratégies de crise**, telles que réduire les dépenses non alimentaires essentielles, retirer les enfants de l'école ou vendre des biens productifs.
- **12.4% ont adopté des stratégies de stress**, telles qu'emprunter de l'argent, vendre des biens domestiques, dépenser l'épargne, envoyer des membres du ménage manger ailleurs.

Les tendances de la prévalence de l'indice de stratégie montrent que les régions ne sont pas affectées de la même manière. Par exemple, la proportion de ménages ayant adopté des stratégies d'urgence a augmenté légèrement dans la région de Tadjourah et Dikhil tandis qu'elle a baissé dans les autres régions par rapport à l'année dernière. Pour les stratégies de crise, on observe une augmentation dans les régions d'Ali Sabieh, Arta et Tadjourah. Dans ces régions, le risque de détérioration ultérieure de la sécurité alimentaire, déjà très fragilisée par le phénomène El-Nino, est encore plus élevé que dans les autres régions. Ce risque est encore aggravé si l'on considère la diminution d'offre de travail et des activités génératrices de revenu pour les prochains mois.

Graph 11 : Tendence de la prévalence de l'indice des stratégies d'adaptation non alimentaires par région



Malnutrition Aiguë Globale

La malnutrition aigüe globale est le résultat des mesures du périmètre brachial (PB) sur un échantillon de 888 enfants de 6 à 59 mois d'âge en milieu rural.

Sur l'ensemble de l'échantillon, **3.21%** des enfants souffrent de malnutrition aigüe globale (MAG). Parmi eux, **2.69%** souffrent d'une malnutrition aigüe modérée (MAM) et **0.52%** d'une malnutrition aigüe sévère (MAS). Depuis la dernière enquête il y a 8 mois, la prévalence de MAG a considérablement baissé (-14%).

En observant les tendances du MAM et du SAM dans les régions, les résultats indiquent une tendance à la baisse sauf pour Obock qui retombe bien en dessous du seuil d'urgence (15%) par rapport à mai 2015 et qui s'établit quasiment au seuil d'alerte de 10%.

Le suivi du statut nutritionnel des enfants de moins de 5 ans a été introduit dans cette enquête pour avoir une idée indicative mais non représentative de la prévalence de la malnutrition aigüe (MAG). Ces résultats ne devront donc pas être utilisés comme le statut actuel de la prévalence de la malnutrition à Djibouti. Ces résultats devront cependant être discutés avec les partenaires de Nutrition et comparés avec ceux du prochain FSMS.

Tableau 7 : Malnutrition aigüe enfants 6-59mois (Périmètre Brachial) par région.

MAI 2016	Ali Sabieh	Arta	Dikhil	Obock	Tadjourah	Total
SAM	0.5%	0.0%	1.0%	0.5%	0.1%	0.52%
MAM	1.1%	2.5%	2.8%	9.6%	0.9%	2.69%
GAM	1.6%	2.5%	3.8%	10.1%	1.0%	3.21%
NORMAL	98.4%	97.5%	96.2%	89.9%	99.0%	96.8%

Situation projetée

La saison de pluie de Diraac/Sougoum a été très favorable dans les régions de l'intérieur (moyenne régionale) et plutôt favorable en dépassant la moyenne nationale dans les zones centrales pastorales et agricoles de Djibouti. Pour les zones frontalières Sud-Ouest et Nord-Ouest pastorales, elle a permis de soulager une période de sécheresse qui se faisait sentir durant la période de soudure de Juin à Septembre.

La sévérité et la portée de la prévalence d'adoption de stratégies d'adaptation alimentaires et non alimentaires, notamment dans toutes les régions de l'intérieur, suscite des inquiétudes sur la capacité des ménages à sortir du cercle vicieux de l'insécurité alimentaire, avec un risque de dégradation considérable si la saison des pluies de Karan/karma n'est pas bonne.

Selon les résultats de la présente enquête, la vente de bétail et l'agriculture semblent occuper une place importante dans la liste des principales sources de revenu des ménages. Cependant, cette situation est directement liée aux bonnes pluies de Diraac/Sougoum et il semble peu probable qu'elle perdure durant la période de soudure qui commencera dans un mois. Cette période est en effet caractérisée par une chaleur intense entraînant une raréfaction de l'eau et des pâturages. Ces conditions sont extrêmement défavorables aux activités dont les ménages ruraux tirent actuellement leurs revenus.

Recommandations

- Continuer les distributions générales aux personnes vulnérables en situation d'insécurité alimentaire sévère et modérée affectées par la sécheresse dans les milieux ruraux à Djibouti, avec une attention particulière aux régions d'Ali Sabieh, Obock et Dikhil.
- Renforcer le ciblage selon les critères géographiques (sous-préfectures) et de caractérisation des ménages en insécurité alimentaire sévère et modérée identifiés dans les recommandations de l'enquête AGVSAN 2014 et en ligne avec les résultats de la présente SSSA et celle d'octobre 2015. Continuer le suivi de la situation de sécurité alimentaire, et conduire des enquêtes de suivi de la malnutrition pour les groupes vulnérables, afin de vérifier si le caractère structurel de l'insécurité alimentaire dépasse, ou non, celui conjoncturel lié à la saisonnalité.
- Lancer une discussion avec les partenaires de Nutrition pour analyser et comprendre mieux les résultats présentés dans ce rapport et concernant la baisse de la prévalence de la malnutrition aigüe globale en milieu rural.
- Renforcer la coordination avec les partenaires de nutrition et de développement rural et résilience afin de pallier aux problèmes de diversifications alimentaires et aussi de la faible consommation des protéines animales et des fruits et légumes.
- Multiplier les activités de résiliences surtout dans les zones agro-pastorales afin d'instiller un mode de vie agricole parmi ces ménages figés au mode de vie pastoral.
- Vu la dépendance des marchés pour l'approvisionnement en aliments et la haute proportion de dépenses alimentaires, il est important de continuer à suivre l'évolution des prix des denrées dans les cinq régions et de vérifier des cas de flambée non-ordinaire pendant la saison de soudure.
- Continuer la surveillance des moyens d'existence des ménages ruraux, avec une cible spécifique aux fluctuations de l'offre d'emploi journalier, notamment dans les régions où des grands travaux sont en cours de réalisation.



Pour recevoir plus d'informations, veuillez contacter:

PAM Djibouti:
jacques.higgins@wfp.org
etienne.labande@wfp.org
aden.ali-aden@wfp.org

FAO Djibouti
Emmanuelle.guernebleich@fao.org
tarwa.amze@fao.org
hibo.mohamedmuse@fao.org

UNICEF Djibouti
Kalil.sagno@unicef.org

